

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

DINSDAG 21 DECEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 11 h 33 sous la présidence de Mme Sabien Lahaye-Battheu.

01 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la commission des contributions alimentaires prévue dans le cadre de la loi du 19 mars 2010 relative à une objectivation du calcul de ces contributions alimentaires" (n° 1302)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): La nouvelle loi relative à une objectivation du calcul des contributions alimentaires est entrée en vigueur le 1^{er} août.

La loi prévoit l'instauration d'une commission des contributions alimentaires. Cette commission a-t-elle déjà été constituée? L'article 1321 dispose que, dans son jugement, le juge doit énoncer les raisons pour lesquelles il déroge au mode de calcul proposé par la commission. Comment faut-il appliquer cette disposition en l'absence de ladite commission? Quelle sera la composition de cette commission?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La loi est entrée en vigueur alors que le gouvernement était déjà en affaires courantes. La création d'une commission doit faire l'objet d'une concertation avec les entités fédérées. Or, il n'est pas opportun de mener une concertation politique durant une période d'affaires courantes. L'article 1321 ne pourra entrer en vigueur que lorsque l'article 1322 aura également été mis en œuvre. Cet article prévoit qu'un arrêté royal doit d'abord être promulgué en ce qui concerne le mode de calcul. Le juge doit toutefois déjà préciser les éléments sur lesquels il se base pour déterminer le montant de la contribution alimentaire.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les divergences dans l'application de la loi modifiant le Code judiciaire et le Code civil en ce qui concerne le traitement, en Chambre du Conseil, des procédures judiciaires en matière de droit des familles" (n° 1322)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 juin 2010, les dossiers en matières familiales sont désormais traités à huit clos, ce qui est une bonne chose pour des raisons de protection de la vie privée. Certains tribunaux respectent la nouvelle loi mais à d'autres endroits, il est demandé en début d'audience – pro forma – aux justiciables s'ils sont d'accord pour traiter l'affaire en audience publique.

Que pense le ministre du fait que les tribunaux appliquent la loi de cette manière? Quelle position adopte-t-il en ce qui concerne le traitement à huit clos des dossiers relatifs aux faits qualifiés délit? Estime-t-il que les faits portés devant le tribunal de la jeunesse doivent également être traités à huit clos?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je n'ai pas d'informations sur la manière dont la loi du 2 juin 2010 est appliquée par les différents tribunaux. Bien que la publicité des audiences constitue, selon la Cour européenne des droits de l'homme, une forme de protection contre la justice secrète et qu'elle

contribue à garantir un procès équitable, il y a des exceptions. La loi prévoit donc la possibilité, notamment dans un souci de protéger des mineurs ou la vie privée des personnes concernées, de procéder à des audiences à huis clos.

L'objectif de la loi est de privilégier les audiences à huis clos dans un certain nombre de procédures civiles ayant trait au droit des personnes et au droit de la famille lorsque le respect de la vie privée des personnes impliquées l'exige. Quoi qu'il en soit, le prononcé du jugement se fera toujours en audience publique.

Dans son avis, le Conseil d'État a jugé que les affaires protectionnelles concernaient également la victime et le public, et que, dès lors, le principe de la publicité des audiences devrait être maintenu.

02.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Il me revient que la loi n'est pas appliquée principalement dans les grands tribunaux, dans les villes. Il me paraît opportun de demander des informations à ce sujet et d'attirer l'attention des cours sur l'importance de la loi.

02.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je vais m'informer.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sonja Becq au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps" (n° 1412)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Le 12 juillet 2010, le Conseil européen a pris une décision autorisant une coopération renforcée entre la Belgique, la Bulgarie, l'Allemagne, l'Espagne et Malte en matière de divorce et de séparation de corps dans le but d'une reconnaissance mutuelle plus rapide des décisions judiciaires et des actes juridiques. Quelles sont les conséquences concrètes pour les citoyens de l'Union européenne? Quels États membres bénéficient-ils d'une exception?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le Parlement européen a rendu un avis positif sur ce dossier et la proposition de règlement a été officiellement approuvée lors du Conseil des ministres du 20 décembre 2010. Les nouvelles règles seront applicables à partir de la mi-2012 dans tous les États membres participants. La première conséquence concrète est que les couples pourront choisir le droit applicable en matière de divorce ou de séparation de corps sur la base d'une liste de lois de différents pays. À défaut d'un choix opéré par les conjoints, le règlement prévoit des critères permettant au tribunal de déterminer le droit applicable.

L'article 13 dispose qu'aucune disposition du règlement n'oblige les tribunaux d'un État de droit participant à prononcer un divorce. Concrètement, l'article 13 est applicable à Malte, où le droit n'autorise pas le divorce, et dans les États où le mariage homosexuel n'existe pas, par exemple.

Le règlement n'a pas pour but non plus d'harmoniser les règles matérielles en matière de divorce ou de mariage.

Le Conseil a demandé à la Commission d'élaborer une législation d'urgence pour permettre aux parties de s'adresser au tribunal d'un État qui peut prononcer leur divorce.

03.03 Sonja Becq (CD&V): L'article 13 offre donc la possibilité à un État membre de ne pas appliquer ce droit. Il s'agit d'un précédent très important.

03.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Ce dossier a été traité dans le cadre d'une coopération renforcée, précisément parce qu'il porte sur une matière si difficile et délicate. Il concerne des valeurs essentielles dans chaque État membre. En obligeant par exemple un juge à prononcer le divorce de couples homosexuels, nous semblons contraindre cet État à reconnaître ce type de mariage, d'où la législation d'urgence. En conséquence, la Belgique devra également reconnaître d'autres systèmes européens, même si elle les désapprouve.

03.05 Sonja Becq (CD&V): Ne créons-nous pas de précédents en appliquant de telles règles d'exception?

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "le déblocage des avoirs sur présentation d'une attestation ou d'un acte d'hérédité" (n° 1414)

04.01 Sonja Becq (CD&V): La loi du 6 mai 2009 permet à un débiteur de libérer les avoirs d'une personne décédée sur la base d'un seul certificat d'hérédité. Les héritiers ne sont dès lors plus tenus de produire chacun un certificat.

Est-il exact que des banques refusent pourtant d'effectuer ces versements? Lesquelles? Pourquoi refusent-elles de débloquer ces avoirs? Quelles démarches les héritiers peuvent-ils entreprendre lorsqu'ils sont confrontés à ce problème? Des sanctions sont-elles prévues? La loi fera-t-elle l'objet d'une évaluation?

04.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Febelfin indique que pour certains motifs objectifs et légaux, une banque peut refuser de débloquer des avoirs, notamment en cas de désaccord entre les héritiers mais aussi lorsque les héritiers sont des mineurs d'âge ou encore en cas de doute sur la régularité d'une demande. Dans ce cas, la banque demande un acte de notoriété rédigé par le juge de paix ou le notaire, comme cela a toujours été le cas dans le passé.

Le protocole du 22 décembre 2006 qui a été conclu entre le SPF Finances et la Fédération du secteur financier belge se voulait une tentative de réduire cette formalité en prévoyant la possibilité de débloquer des comptes sur la base d'une attestation d'hérédité délivrée par le bureau d'enregistrement. La loi du 6 mai 2009, qui se situe dans le prolongement de ce protocole, prévoit qu'une attestation d'hérédité rédigée par un bureau de succession ou un notaire suffit pour débloquer des fonds avec, toutefois, les restrictions suivantes: l'exigence de bonne foi subsiste et le débiteur n'est pas exempté d'éventuelles obligations légales ayant trait au déblocage des avoirs.

La loi a donc réalisé un équilibre entre l'intérêt des héritiers consistant à recevoir le plus rapidement possible les avoirs et l'intérêt tout aussi évident des mêmes héritiers consistant à ne pas voir les sommes en question débloquentes puis virées à des personnes qui n'y ont pas droit.

Si un paiement est refusé sans raison valable, la banque peut voir sa responsabilité engagée. En collaboration avec Febelfin, je veillerai à ce que les refus de paiement ne soient jamais irréguliers. Pour l'instant, je ne dispose pas de chiffres relatifs aux refus.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Si le refus se révélait être systématique, l'article aurait-il encore un sens?

04.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Les principes de base sont bons mais l'on ne peut pas tout arrêter dans une loi. Il faut continuer de suivre la situation avec Febelfin.

04.05 Sonja Becq (CD&V): Peut-on alors aussi réunir des chiffres et demander à connaître les motifs des banques?

04.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Oui.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 1725 de M. Terwingen est reportée.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 09.

De vergadering wordt geopend om 11.33 uur en voorgezeten door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu.

01 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de in het kader van de

wet van 19 maart 2010 inzake de objectieve berekening van onderhoudsbijdragen voorziene commissie voor onderhoudsbijdragen" (nr. 1302)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De nieuwe wet in verband met de objectivering van onderhoudsbijdragen is sinds 1 augustus van kracht.

De wet bepaalt dat er een commissie voor onderhoudsbijdragen moet worden opgericht. Werd die al samengesteld? Artikel 1321 bepaalt dat de rechter in zijn vonnis moet motiveren waarom hij afwijkt van de berekeningswijze die de commissie voorstelt. Hoe moet dat worden toegepast als er nog geen commissie is? Hoe zal de commissie worden samengesteld?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De wet is in werking getreden toen de regering al in een periode van lopende zaken was. Voor de oprichting van een commissie moet overlegd worden met de gefedereerde entiteiten. Het is niet opportuun om politiek overleg te voeren tijdens een periode van lopende zaken. Het artikel 1321 kan pas in werking treden als ook artikel 1322 werd uitgevoerd. Dat artikel bepaalt dat er eerst een KB moet komen met een berekeningswijze. De rechter moet al wel verduidelijken op welke elementen hij zich baseert bij het vaststellen van het bedrag van de onderhoudsbijdrage.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de verschillende toepassing van de wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en van het Burgerlijk Wetboek, wat de behandeling in raadkamer van gerechtelijke procedures inzake familierecht betreft" (nr. 1322)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Sinds de wet van 2 juni 2010 vinden familiezaken voortaan plaats achter gesloten deuren, wat om privacyredenen een goede zaak is. Sommige rechtbanken respecten de nieuwe wet, maar op andere plaatsen wordt bij het begin van de zitting – pro forma – gevraagd of de rechtsonderhorigen akkoord gaan met een behandeling in openbare zitting.

Wat vindt de minister ervan dat de rechtbanken de wet op die manier toepassen? Hoe staat hij tegenover een behandeling achter gesloten deuren van de dossiers over als misdrijf omschreven feiten? Moeten volgens hem ook feiten die voor de jeugdrechtbank komen, achter gesloten deuren worden behandeld?

02.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik heb geen gegevens over de manier waarop de wet van 2 juni 2010 door de verschillende rechtbanken wordt toegepast. Hoewel de openbaarheid van rechtspraak volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens een vorm van bescherming is tegen geheime rechtspraak en de garantie biedt op een eerlijk proces, zijn er uitzonderingen. Als het gaat om minderjarigen of wanneer het om het privéleven van de betrokkenen gaat, kan geoordeeld worden om de zitting achter gesloten deuren te laten plaatsvinden.

De wet wil een behandeling achter gesloten deuren in procedures die betrekking hebben op het personen- en familierecht, omdat het respect voor het privégezinsleven dat vraagt. De uitspraak zal echter wel altijd in het openbaar gebeuren.

De Raad van State vond in zijn advies dat protectionele zaken ook betrekking hebben op het slachtoffer en het publiek, en dat daarom de openbaarheid het principe moet blijven.

02.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Ik heb vernomen dat de wet vooral in de grotere rechtbanken in de steden niet wordt toegepast. Het lijkt me goed daar informatie over op te vragen en de hoven te wijzen op het belang van de wet.

02.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik zal me informeren.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de nauwere samenwerking op het gebied van het toepasselijk recht inzake echtscheiding en scheiding van tafel en bed" (nr. 1412)

03.01 Sonja Becq (CD&V): Op 12 juli 2010 gaf de Raad van Europa de machtiging voor een nauwere samenwerking tussen België, Bulgarije, Duitsland, Spanje en Malta betreffende echtscheiding en scheiding van tafel en bed. Het doel is een vlotte erkenning van elkaars rechterlijke uitspraken en akten. Wat zijn de concrete gevolgen voor de EU-burgers? Welke lidstaten genieten een uitzondering?

03.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Het Europees Parlement heeft een positief advies gegeven over dit dossier en het voorstel van verordening werd formeel goedgekeurd op de ministerraad van 20 december 2010. De nieuwe regels zullen van toepassing zijn vanaf midden 2012 in alle deelnemende lidstaten. Het eerste concrete gevolg is dat koppels het toepasselijke recht inzake echtscheiding of scheiding van tafel en bed kunnen kiezen uit een lijst van wetten van verschillende landen. Bij gebrek aan keuze door de echtgenoten voorziet de verordening in criteria die de rechtbank in staat stellen het toepasbare recht te bepalen.

Artikel 13 bepaalt dat niets in de verordening de rechtbanken van een deelnemende rechtsstaat ertoe verplicht om een echtscheiding uit te spreken. Concreet geldt artikel 13 in Malta waar het recht echtscheiding niet toelaat en in de Staten waar bijvoorbeeld het homohuwelijk niet bestaat.

Ook heeft de verordening niet tot doel de materiële regels inzake echtscheiding of huwelijk te harmoniseren.

De Raad heeft de Commissie verzocht om een noodwetgeving te creëren om de partijen de mogelijkheid te bieden zich te wenden tot de rechtbank van een Staat die hun echtscheiding kan uitspreken.

03.03 Sonja Becq (CD&V): Artikel 13 biedt dus aan een lidstaat de mogelijkheid om dat recht niet toe te passen. Dit is een zeer belangrijk precedent.

03.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Dit dossier werd behandeld in *coopération renforcée*, precies omdat het zo een moeilijke en delicate materie is. Het gaat over belangrijke waarden in iedere lidstaat. Door een rechter bijvoorbeeld te verplichten een echtscheiding uit te spreken voor homoseksuele koppels, lijken we die Staat te verplichten dit soort huwelijken te erkennen. Daarom is er de noodwetgeving. Daardoor zal België ook andere systemen uit Europa moeten erkennen, zelfs als wij daar niet mee akkoord gaan.

03.05 Sonja Becq (CD&V): Creëren we geen precedents als we dergelijke uitzonderingsregels hanteren?

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de deblokking van gelden bij voorlegging van een attest of een akte van erfopvolging" (nr. 1414)

04.01 Sonja Becq (CD&V): Dankzij de wet van 6 mei 2009 kan een schuldenaar de tegoeden van een overledene vrijgeven met één attest van erfopvolging. De erfgenamen hoeven dus niet langer elk een attest te geven. Nu blijkt dat een aantal banken toch weigert te betalen.

Klopt dat? Om welke banken gaat het? Waarom weigeren zij de gelden te deblokken? Wat kunnen de erfgenamen daaraan doen? Zijn er sancties? Zal de wet geëvalueerd worden?

04.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Febelfin wijst erop dat een bank om bepaalde objectieve en wettelijke redenen kan weigeren om gelden vrij te geven, met name in geval van onenigheid tussen de erfgenamen, bij minderjarige erfgenamen of bij twijfel over de regelmatigheid van een aanvraag. In dat geval vraagt de bank een door de vrederechter of de notaris opgestelde akte van bekendheid, zoals dat in het verleden altijd het geval was.

Het protocol van 22 december 2006 tussen de FOD Financiën en de Belgische Federatie van de Financiële

Sector trachtte deze formaliteit te reduceren door te voorzien in de mogelijkheid om rekeningen te deblokken op basis van een door het registratiebureau afgeleverd attest van erfopvolging. De wet van 6 mei 2009 ligt in het verlengde daarvan en bepaalt dat een attest van erfopvolging opgesteld door een successiekantoor of een notaris volstaat om gelden te deblokken, met deze beperkingen evenwel: de eis van goede trouw blijft bestaan en de schuldenaar wordt niet vrijgesteld van eventuele wettelijke verplichtingen voor vrijgave van de tegoeden.

De wet heeft dus gezorgd voor een evenwicht tussen het belang van de erfgenaam om zo snel mogelijk de tegoeden te ontvangen en het even vanzelfsprekende belang van dezelfde erfgenen om de sommen in kwestie niet bevrijdend te zien worden overgemaakt aan personen die er geen recht op hebben.

Als een betaling zonder geldige reden geweigerd wordt, kan de bank daarvoor aansprakelijk gesteld worden. Ik zal er samen met Febelfin over waken dat de weigering van betaling niet onrechtmatig gebeurt. Ik heb voorlopig geen cijfers over weigeringen.

04.03 Sonja Becq (CD&V): Als zou blijken dat dit systematisch geweigerd wordt, heeft het artikel dan nog wel zin?

04.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De uitgangsprincipes zijn goed, maar we kunnen niet alles in een wet definiëren. We moeten het samen met Febelfin blijven opvolgen.

04.05 Sonja Becq (CD&V): Kunnen er dan ook cijfers verzameld worden en kunnen de motieven van de banken opgevraagd worden?

04.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ja.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1725 van de heer Terwingen is uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.09 uur.